

**PARTENARIAT MONDIAL POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE AU SERVICE DU
DÉVELOPPEMENT**

**Première réunion du Comité de pilotage
Londres, les 5 et 6 décembre 2012**

Compte-rendu succinct

Personnes à contacter:

M. Derek Kilner (derek.kilner@undp.org)

M^{me} Hanna-Mari Kilpeläinen (hanna-mari.kilpelainen@oecd.org)

PARTENARIAT MONDIAL POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

PREMIÈRE RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE LONDRES, LES 5 ET 6 DÉCEMBRE 2012

COMPTE-RENDU SUCCINCT

5 décembre

Remarques préliminaires

1. Les ministres Ngozi Okonjo-Iweala (Nigeria), Armida Alisjahbana (Indonésie) et Justine Greening (Royaume-Uni) ont souhaité la bienvenue aux participants à la première réunion du Comité de pilotage du Partenariat mondial. Ce faisant, elles ont exprimé leur reconnaissance envers la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) pour avoir mis à disposition une salle pour la réunion.

2. Dans ses remarques liminaires, M^{me} Okonjo-Iweala a souligné que c'est dans un contexte mondial d'incertitude économique et de reprise fragile qu'a été établi le Partenariat mondial. Elle a souligné qu'en raison de l'incertitude de l'aide apportée aux pays en développement, il est nécessaire de travailler ensemble et d'examiner comment les efforts de mobilisation de ressources peuvent être élaborés pour permettre aux pays en développement d'améliorer leur propre situation. Elle a ensuite présenté sa vision d'un Partenariat mondial qui offre quelque chose de différent à la fois aux pays développés et aux pays en développement, annonçant son ambition que le travail du Partenariat mondial puisse contribuer aux efforts internationaux consacrés à un programme du développement pour l'après-2015, et trouver en son sein, un successeur possible à l'OMD8. M^{me} Okonjo-Iweala a manifesté son intérêt d'étudier les liens avec, par exemple, le travail sur le recouvrement des avoirs et l'évasion fiscale, ainsi que sur le partage des connaissances concernant les aspects de la mobilisation des ressources nationales et des statistiques.

3. M^{me} Alisjahbana a présenté le paysage mondial complexe et dynamique du développement, faisant remarquer l'évolution des rôles parmi les parties prenantes et la participation accrue d'acteurs tels que le secteur privé dans les discussions sur le développement. Elle a suggéré que le Partenariat mondial offre une plate-forme sur laquelle une vision pour une coopération efficace peut être définie, exprimant l'espoir qu'il pourrait orienter le programme du développement pour l'après-2015, grâce au travail du Panel de haut niveau des Nations Unies. M^{me} Alisjahbana a souligné l'importance des liens avec d'autres forums et processus, y compris avec le Forum pour la coopération au développement de l'Organisation des Nations Unies (FCD), indiquant son souhait de voir le Partenariat mondial faciliter la participation d'un groupe plus large de parties prenantes aux processus de coopération qui à son tour mobilisera un ensemble plus vaste de ressources pour le développement. M^{me} Alisjahbana a également souligné l'importance des approches inclusives dans le travail du Partenariat mondial, pour identifier le partage des connaissances en tant qu'ensemble de fonctions qui pourraient le soutenir.

4. En accueillants les participants à Londres, M^{me} Greening a noté que le Partenariat mondial offre l'occasion de changer la coopération au développement. Elle a souligné qu'il fallait avoir de l'ambition et déterminer des priorités dans la conduite des travaux du Comité de

pilotage. Dans une perspective de « donneurs », M^{me} Greening a rappelé aux participants que la coopération pour le développement implique l'utilisation de ressources des contribuables, et que les gouvernements ont le devoir de veiller à ce que les « dépenses » destinées au développement soient en fait un « investissement » dans le développement. M^{me} Greening a invité les participants à considérer la façon de regrouper quelques thèmes clés du développement afin de fournir une orientation aux premières phases de travail du Partenariat mondial. Les exemples cités ont inclus : la collaboration pour traiter de l'évasion fiscale ; les situations de conflit et de fragilité ; et les pays à revenu intermédiaire. De meilleures statistiques et l'amélioration de la transparence ont été mentionnées comme étant des éléments critiques pour progresser. Par ailleurs, M^{me} Greening a également mis l'accent sur la nécessité d'éviter la répétition inutile d'efforts internationaux.

1^{er} point de l'ordre du jour : **Vision et priorités fondamentales du Partenariat :**
premier échange de vues (*séance présidée par Ngozi Okonjo-Iweala, Nigéria*)

5. La Présidente a invité les membres du Comité de pilotage à faire part de leurs réactions et idées en réponse aux remarques préliminaires et au document de cadrage de cette séance (Document n^o 1). Le compte-rendu succinct qui suit regroupe les principaux points par thème.

6. Plusieurs participants ont fait part de leurs points de vue sur le but et le fonctionnement du Partenariat mondial, soulignant son potentiel en tant que « partenariat de partenariats » (États-Unis) ; la nécessité de suivre des approches fondées sur des preuves, par pays et novatrices (BetterAid, PNUD) ; et, le désir de créer un espace « confortable » permettant le dialogue entre tous les acteurs, parmi lesquels les économies émergentes (Corée, OCDE/CAD).

7. La discussion a souligné la nécessité de transcender un débat centré sur l'« aide »/l'APD et une dichotomie Nord-Sud en vue d'examiner les questions de financement, de politique et de coopération au développement d'une manière plus globale (UE, Pérou), en trouvant des façons à la fois de s'appuyer sur le nouveau Programme énoncé à Busan et d'encourager la mise en œuvre des engagements sur l'efficacité de l'aide pris à Paris et à Accra. Les participants ont pris note des efforts pertinents déployés pour produire des données probantes au niveau des pays (Timor-Oriental) et le désir que de telles données devraient être prises en compte à l'échelle mondiale et ce, de façon systématique, pour guider un dialogue régulier (OCDE/CAD).

8. Le rôle de la société civile dans le développement et la coopération pour le développement a été souligné, comme l'ont été les défis particuliers présentés par les limites de l'espace dans lequel les OSC fonctionnent (OCDE/CAD, États-Unis). Le respect des droits de l'homme a été mis en exergue en tant que priorité (BetterAid), ainsi que les efforts déployés pour relever les défis auxquels sont confrontés les groupes et les populations marginalisés (États-Unis).

9. Plusieurs membres ont souligné l'importance de la dimension du secteur privé, ce qui est nouveau pour le travail du Partenariat mondial. En outre, le représentant du secteur privé a mentionné les progrès réalisés à ce jour dans le cadre de la Déclaration conjointe « Étendre et renforcer la coopération entre le secteur public et le secteur privé en faveur d'une croissance large, inclusive et durable » approuvée à Busan (CIPE). D'autres ont indiqué qu'ils étaient particulièrement intéressés à examiner la façon dont les ressources privées pourraient être mieux exploitées pour soutenir le développement (OCDE/CAD, États-Unis).

10. Les engagements mettant l'accent sur « l'efficacité de l'aide » ont été identifiés comme un élément important des travaux du Partenariat mondial (États-Unis), tout comme l'a été le potentiel du Partenariat mondial d'offrir une plate-forme pour aborder des questions sur « l'architecture de l'aide » et les défis posés par la fragmentation et la prolifération des efforts internationaux de coopération pour le développement (OCDE/CAD).

11. Le statut et le rôle des pays à revenu intermédiaire dans les efforts internationaux de coopération pour le développement ont été signalés, tout comme l'ont été les défis particuliers auxquels font face ces pays et leur potentiel de contribution au développement et à la réduction de la pauvreté, aussi bien localement que dans tous les pays (Pérou). L'importance des objectifs communs et des engagements différentiels, a été également réaffirmée (Corée).

12. Les aspects de partage des connaissances du Partenariat ont bénéficié d'un appui (Corée), tandis que la nécessité d'une plus grande clarté sur l'objectif de fond de ces efforts de partage des connaissances a été également soulignée (Banque mondiale).

13. Les participants ont signalé tant les opportunités que les défis potentiels relatifs au positionnement du Partenariat mondial par rapport à d'autres efforts internationaux. Certaines parties prenantes ont souligné la nécessité de mettre à profit l'avantage comparatif du Partenariat mondial sur le plan, par exemple, de sa portée mondiale et de sa nature multi-acteurs (États-Unis, Banque mondiale). En même temps, il importe d'établir un certain degré de hiérarchisation des priorités, afin d'éviter la répétition inutile de travaux d'autres forums internationaux et d'encourager les synergies (PNUD). Plusieurs participants ont souscrit à la volonté exprimée par les coprésidentes d'assurer des liens avec - et une contribution significative à - un Partenariat mondial pour le programme du développement pour l'après-2015.

14. En résumant le débat, la Présidente a pris note de tous les thèmes et intérêts identifiés par les participants, ainsi que de la nécessité d'une réflexion continue sur les questions de processus et de collaboration au niveau international. La Présidente a suggéré que certains des problèmes clés identifiés au cours de ce débat soient regroupés en un nombre limité d'axes de travail qui s'inscriront à la première réunion au niveau ministériel. *(Remarque : ce débat s'est poursuivi au cours de la 4^e séance – voir les paragraphes 43 à 50 ci-après).*

2^e point de l'ordre du jour : **Vers une première réunion au niveau ministériel : feuille de route, partenariats et synergies** *(séance présidée par Justine Greening, Royaume-Uni)*

15. La Présidente a présenté les principaux événements à venir pour lesquels une date et le lieu devront être arrêtés : i) la deuxième réunion du Comité de pilotage ; ii) la troisième réunion du Comité de pilotage ; et, iii) la première réunion au niveau ministériel. La Présidente a également évoqué la nécessité de clarifier la façon dont le travail du Partenariat mondial peut le mieux intégrer la chronologie des processus connexes et a demandé une note conceptuelle répertoriant les relations du Partenariat mondial avec d'autres forums et processus.

16. La Présidente a proposé de tenir la deuxième réunion du Comité de pilotage en mars à Bali, en Indonésie, immédiatement après la réunion du Groupe d'experts de haut niveau sur le programme du développement pour l'après-2015. M^{me} Alisjahbana, M^{me} Okonjo-Iweala et plusieurs membres (UE, Corée, États-Unis) se sont également exprimés en faveur de cette option. M^{me} Okonjo-Iweala a noté que les axes prioritaires de travail du Partenariat mondial devront être définis avant la tenue de la deuxième réunion du Comité de pilotage, car ce sera la

dernière chance de les intégrer aux travaux du Groupe d'experts de haut niveau, qui achèvera son rapport en mai 2013.

17. La Présidente a proposé de tenir la troisième réunion du Comité de pilotage au cours de la seconde moitié de juin ou de la première moitié de juillet. Plusieurs membres ont souhaité que cette réunion ait lieu dans un pays en développement – et en particulier en Afrique (M^{me} Okonjo-Iweala, UE, Corée, États-Unis). Il a été estimé que la tenue de l'Assemblée annuelle de l'Union africaine au mois de mai était trop tôt pour y adjoindre cette 3^e réunion, toutefois un certain intérêt a été manifesté pour que la réunion ait lieu à Addis-Abeba – en relation avec l'Union africaine ou immédiatement après le colloque de juin du FCD de l'ONU - ou à Abuja, au Nigeria. Le PNUD a également évoqué la possibilité d'avoir un plus petit événement au cours de la réunion du Conseil économique et social de l'ONU à Genève en juillet.

18. En présentant les options de la réunion au niveau ministériel, la Présidente a noté qu'elle pourrait être organisée immédiatement après la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU sur les OMD à New York en septembre, ou immédiatement après les assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI à Washington en octobre. La Présidente a noté que la tenue de l'Assemblée en septembre permettrait de mieux maintenir la dynamique ; tandis qu'une réunion en octobre permettrait d'avoir plus de temps pour tenir compte des conclusions de la réunion de haut niveau dans les discussions du Partenariat mondial.

19. M^{me} Okonjo-Iweala a fait part de sa préférence pour une réunion en octobre, observant que la réunion au niveau ministériel pourrait ne pas être remarquée si tenue en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, qui organise déjà un certain nombre d'événements marquants, et qui pourrait également présenter des difficultés logistiques quant à la participation des ministres. Elle a d'autre part ajouté que la Banque mondiale et le FMI pourraient potentiellement être invités à soutenir une réunion en octobre. La Banque mondiale a confirmé qu'elle serait prête à apporter son soutien si cette option était choisie. Les États-Unis ont souligné la nécessité de trouver un équilibre entre le désir du Partenariat mondial de collaborer avec le Groupe d'experts de haut niveau et le besoin d'examiner un éventail plus large de possibilités d'engagements. Les membres ont également pris note de la diversité des opinions des États membres de l'ONU vis-à-vis du Partenariat mondial. M^{me} Okonjo-Iweala a également évoqué la possibilité de tenir la réunion au niveau ministériel en octobre, dans un endroit relativement proche de Washington (pour faciliter les déplacements), mais éventuellement dans un autre pays, peut-être en Amérique latine.

20. Certains membres ont également exprimé leur soutien à la tenue de la réunion au niveau ministériel en septembre, au cours de l'Assemblée générale de l'ONU (Corée) ; ou immédiatement après le Symposium du FCD en Suisse en octobre (BetterAid). Bien que plusieurs membres aient indiqué les avantages logistiques de prévoir une réunion en marge d'un événement pour lequel plusieurs ministres seraient déjà présents, un certain intérêt a été exprimé pour que la réunion ait lieu dans un pays en développement (PNUD), ou dans une économie émergente (UE), afin de souligner la large participation au Partenariat mondial ; et, qu'elle se tienne dans un endroit autonome afin d'éviter qu'elle ait à rivaliser avec un autre événement majeur pour se faire remarquer.

21. Des membres ont exprimé leur intérêt d'aligner les discussions de fond de la réunion au niveau ministériel sur les axes prioritaires des travaux mentionnés au point n° 1 de l'ordre du jour ; et de présenter les progrès accomplis sur le renforcement des Building Blocks (Corée). La Corée a suggéré que sur le plan du format, il pourrait y avoir une combinaison de séances

plénières et de séances en petits groupes ; que la réunion pourrait durer un jour et demi ; et qu'un bref communiqué pourrait en résulter.

22. Plusieurs membres ont souligné que le calendrier de la réunion au niveau ministériel sera très serré et ont insisté sur l'importance de travailler rapidement afin de garantir des apports adéquats pour la réunion et de faire en sorte que les parties prenantes sont correctement informées. Certains membres ont également insisté sur l'importance de privilégier l'affinement des questions de fond de la réunion au niveau ministériel plutôt qu'un débat de calendrier (CIPE, UE, États-Unis).

23. La Présidente a proposé, en résumé, que la deuxième réunion du Comité de pilotage se tienne en mars à Bali ou qu'elle ait lieu au cours de la seconde moitié de juin ou de la première moitié de juillet dans un pays africain ; et qu'il serait souhaitable d'organiser une réunion au niveau ministériel en octobre, soit immédiatement après les assemblées de la Banque mondiale et du FMI, soit dans un pays non membre de l'OCDE/CAD, peut-être en Amérique latine.

24. D'ici à la fin de l'année, les membres du Comité de pilotage partageront leurs plans pour s'engager avec différents groupes de partie prenantes. Des notes conceptuelles seront diffusées sur les axes de travail prioritaires (voir 1^{re} et 4^e séances), et des bénévoles prépareront des avant-projets pour discussion.

25. Seront également préparés et distribués une vue d'ensemble des contributions pour la réunion au niveau ministériel, accompagnée d'un calendrier de longue durée ; et, une note conceptuelle répertoriant les relations du Partenariat mondial avec d'autres forums et processus compétents internationaux de parties prenantes multiples.

3^e point de l'ordre du jour : **Progrès accomplis et défis à relever dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de Busan, y compris la plate-forme de partage des connaissances (séance présidée par Armida Alisjahbana, Indonésie)**

a) *Compte-rendu des membres sur les efforts et les initiatives appropriés*

26. La Présidente a ouvert la séance en soulignant la nature variable des engagements entre les différentes parties prenantes qui sont parties à l'Accord de Busan et en attirant l'attention des membres sur deux questions fondamentales: i) dans quelle mesure avons-nous progressé depuis Busan ? et, ii) de quelle façon pouvons-nous progresser, notamment en encourageant les initiatives de partage des connaissances et de parties prenantes multiples ?

27. Les membres ont présenté plusieurs exemples de progrès réalisés au niveau national dans la mise en œuvre des engagements pris à Busan voici un an. Représentant le groupe g7 + groupe des États fragiles et touchés par un conflit, le Timor-Oriental a fait le point sur la mise en œuvre en cours du *New Deal* dans les pays-pilotes, insistant sur le fait que plusieurs pays (dont le Timor-Oriental, le Soudan du Sud, le Libéria, la République centrafricaine et Haïti) ont obtenu le soutien des plus hauts dirigeants politiques pour poursuivre cette mise en œuvre. Les travaux sur les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État sont en cours, en vue de guider le programme pour l'après-2015. Le Dialogue international se réunira à Juba à la mi-décembre afin de débattre de la mise en œuvre du *New Deal*, et le Timor-Oriental organisera une consultation régionale en Asie-Pacifique en février 2013.

28. La Corée a informé les participants au sujet de son groupe de travail à l'échelle de l'ensemble du gouvernement chargé de la mise en œuvre de Busan et du processus en cours pour l'élaboration d'un plan national sur la mise en œuvre de Busan et a présenté des initiatives entreprises par le Vietnam pour intégrer la mise en œuvre de Busan dans des stratégies nationales. La Corée a attiré l'attention sur les engagements urgents pris à Busan dont les échéances sont comprises entre 2012 et 2015, et, a demandé à ce que des rapports d'avancement sur ces questions soient préparés.

29. Le Samoa a mis les participants au courant du Compact du Forum des Îles du Pacifique. S'appuyant sur des évaluations par les pairs, des ateliers régionaux sur le suivi et l'efficacité de l'aide, le Compact a soutenu 18 pays de la région pour leur passage d'approches centrées sur l'aide vers la gestion efficace de toutes les ressources disponibles pour le développement. Le Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique avec des bureaux nationaux du PNUD envisagent des initiatives ciblées pour renforcer les capacités et les systèmes nationaux. Pour soutenir le suivi des progrès, des ensembles de données régionales sont établis, tirant parti des indicateurs mondiaux de Busan. Le Samoa a souligné l'importance de finaliser les indicateurs mondiaux en vue d'appuyer ces travaux régionaux.

30. Le Bangladesh a présenté sa stratégie de coopération conjointe comme un mécanisme de coordination clé, y compris des actions concrètes et des calendriers. Le plan d'action révisé pour 2013-2014 vise à fournir une plate-forme commune pour tous les acteurs du développement, y compris la société civile. Le dialogue consultatif sur la meilleure façon de mettre en œuvre les engagements de Busan se déroule au niveau sectoriel. Le Bangladesh met actuellement en place un système de gestion d'informations sur l'aide mais aussi une politique d'aide nationale en vue de renforcer l'efficacité de la gestion de l'aide et envisage d'organiser une réunion régionale sur la mise en œuvre des engagements de Busan.

31. Le Guatemala a informé les participants de ses consultations avec les pays d'Amérique latine et a mis en évidence la stratégie récente du Salvador relative à l'efficacité de l'aide, qui a été convenue avec tous les partenaires au développement, en tant qu'exemple de la traduction des engagements de Busan en action au niveau national.

32. Outre les progrès accomplis au niveau de chaque pays, la réunion a présenté des exemples d'efforts collectifs déployés pour mettre en œuvre les engagements de Busan. L'OCDE/CAD a informé les membres que le CAD a élaboré, en consultation avec d'autres parties prenantes – un ensemble de lignes directrices visant à limiter la prolifération des mécanismes multilatéraux et se tient prêt à travailler avec le Partenariat mondial en vue de déterminer si celles-ci pourraient être utilisées plus largement pour assurer des progrès collectifs sur cet engagement important. Le cadre pour une norme de transparence commune a été adopté en juin 2012, réunissant le système de notification des pays créanciers, les enquêtes relatives aux dépenses prévisionnelles de l'OCDE/CAD, mais aussi l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IATI). L'OCDE/CAD a fait part aux participants du fait que l'OCDE étudie actuellement des possibilités d'accueil de l'IATI et a souligné que les efforts déployés autour de la transparence doivent maintenant traduire la norme commune en quelque chose de pratiquement utile pour les pays partenaires. Alors que des progrès ont été réalisés en ce qui concerne certains engagements urgents circonscrits dans le temps, le CAD de l'OCDE a noté que d'autres engagements, tels que la prévisibilité et le déliement de l'aide, impliquent des défis de nature politique. L'OCDE/CAD a mis en évidence le potentiel du Partenariat mondial pour impulser des progrès au niveau politique autour de ces engagements ambitieux. Par ailleurs il a demandé aux parties prenantes du Partenariat mondial d'exercer une pression par les pairs

continue en vue de diriger les efforts de réforme des fournisseurs de coopération pour le développement.

33. BetterAid a présenté aux participants des informations actualisées sur le processus de transition des acteurs de la société civile à organiser autour d'une nouvelle plate-forme, indiquant que le partenariat de l'OSC pour l'efficacité au service du développement sera lancé à Nairobi la semaine suivante. En appuyant la mise en œuvre des engagements de Busan, BetterAid a souligné la nécessité d'établir des lignes claires de redevabilité, tant au niveau international qu'au niveau national, soulignant l'importance des droits de l'homme, de l'appropriation démocratique et de la redevabilité et encourageant la mise au point d'un indicateur de transparence ambitieux. Associée à l'organisation de la prochaine réunion du Comité de pilotage à Bali, BetterAid a signalé que le groupe de travail des OSC sur l'environnement favorable, se réunirait à Bali en mars, et que cela pourrait fournir des synergies consécutives supplémentaires.

34. L'Union européenne a repris les propos de l'OCDE/CAD en affirmant que les fournisseurs de coopération faisaient des progrès malgré les pressions budgétaires et les défis politiques liés à certains des engagements de Busan, notamment en matière de transparence par exemple. L'UE a annoncé des progrès considérables dans la programmation conjointe de l'UE, qui vise à réduire les coûts de transaction et de fragmentation. Cette programmation conjointe a actuellement lieu dans huit pays, et une seconde vague de pays-pilotes est envisagée sous peu. Les éléments clés de l'exercice de programmation conjointe comprennent la synchronisation avec les stratégies nationales de développement et l'alignement de la réponse sur ces stratégies. L'UE ouvre l'initiative à d'autres acteurs, et des discussions ont déjà eu lieu avec les États-Unis pour qu'ils participent au processus.

35. Un large consensus s'est dégagé sur l'importance des efforts continus au niveau des pays pour faciliter la mise en œuvre, de l'identification et du partage des initiatives réussies pour soutenir la poursuite de progrès. Plusieurs participants ont souligné la nécessité de recueillir des rétroactions supplémentaires sur les initiatives de mise en œuvre concrètes en vue de guider les préparatifs de la réunion au niveau ministériel. En outre, ils ont sollicité des mises à jour sur les progrès des Building Blocks de Busan (Corée, Timor-Oriental, États-Unis). Les États-Unis ont souligné que les différentes parties prenantes sont actives autour de différents thèmes et Building Blocks, et que tous les acteurs doivent s'efforcer d'apporter des contributions sur les progrès accomplis dans ces domaines afin de les intégrer aux travaux du Partenariat mondial. Les États-Unis ont aussi appelé à se concentrer sur les domaines où les indicateurs de suivi à l'échelle mondiale ne sont toujours pas finalisés.

36. Afin de progresser dans la mise en œuvre des engagements de Busan, un consensus s'est dégagé quant à l'importance de l'ouverture à des parties prenantes tant au sein qu'en dehors du Partenariat mondial. Il a été reconnu que certaines parties prenantes peuvent avoir des doutes sur le Partenariat mondial, et qu'il pourrait être perçu comme étant un processus conduit par les pays fournisseurs – il faut faire des efforts particuliers pour atteindre ces partenaires de manière à partager des informations sur le Partenariat mondial et trouver des intérêts communs et des synergies autour de ce dernier. Il a été observé que parallèlement aux efforts d'ouverture faits par les coprésidentes et au fait d'assurer des consultations et l'ouverture en tant que Comité, tous les membres sont bien placés pour saisir individuellement les opportunités d'ouverture lors de réunions bilatérales ou régionales.

37. Avant de clore la discussion, la Présidente a invité les deux autres coprésidentes à formuler des observations. M^{me} Greening a souligné la transparence et les résultats comme les domaines principaux des efforts de mise en œuvre déployés par le Royaume-Uni et a insisté sur

l'importance de l'apprentissage à partir des évaluations par les pairs pour accélérer les progrès. M^{me} Okonjo-Iweala s'est félicitée de la richesse des initiatives et des efforts en cours et a demandé aux membres du Comité de pilotage d'apporter leur soutien pour s'adresser à un plus grand nombre de parties prenantes en vue de mobiliser des partenariats autour du programme de Busan. En conclusion, la Présidente a repris l'appel fait aux membres d'aviser les coprésidentes sur la meilleure façon de collaborer avec des partenaires plus larges, y compris les acteurs du secteur privé, les économies émergentes et les parties prenantes non exécutives, et de leur transmettre des messages clés sur les progrès accomplis et les enseignements tirés.

6 décembre

3^e point de l'ordre du jour : Progrès réalisés et défis à relever dans la mise en œuvre des engagements de Busan, y compris une plate-forme de partage des connaissances [suite de la 1^{re} journée] *(séance présidée par Wismana Adi Suryabrata, Indonésie)*

38. Afin de faciliter les discussions sur le partage des connaissances, l'Indonésie a présenté un document d'information sur les plates-formes de partage des connaissances, mettant en exergue le potentiel de telles plates-formes pour renforcer l'apprentissage par les pairs, faire participer les parties prenantes, outre les fournisseurs traditionnels de coopération et servir en tant que vecteur pour mettre en œuvre le programme mondial de développement. Établissant des liens avec le document de la réunion sur la stratégie de communication, l'Indonésie a proposé d'établir une plate-forme Web du Partenariat mondial pour le partage de connaissances et a invité les membres du Comité à identifier des intérêts communs en faveur de la coopération Sud-Sud et de/de la coopération triangulaire.

39. La proposition de l'Indonésie concernant une plate-forme de partage des connaissances a reçu le soutien de certains membres (Pérou, Corée). Plusieurs membres ont aussi posé des questions à des fins de clarification, notamment sur la façon de lier les objectifs de partage des connaissances de manière plus réaliste par rapport au mandat du Partenariat mondial et d'éviter les doubles emplois avec les plates-formes existantes (Banque mondiale) ; sur quels domaines spécifiques de travail se concentrerait le partage des connaissances, en gardant à l'esprit la nécessité de mettre l'accent sur les domaines négligés (PNUD) ; qui produira et diffusera les connaissances afin d'assurer l'appropriation et la solidarité (BetterAid) ; et comment l'expérience indonésienne serait liée plus largement au partage des connaissances dans le cadre du Partenariat mondial (UE).

40. L'Indonésie a précisé que le partage des connaissances, en tant que mécanisme complémentaire en faveur d'une coopération au développement plus forte, fournit un outil permettant de mettre en œuvre les engagements de Busan. Le Partenariat mondial devrait diffuser les meilleures pratiques sur les différentes manières de partager des connaissances comme moyen de s'engager avec un ensemble plus large de parties prenantes autour de questions de coopération pour le développement. Il a été convenu que l'Indonésie fournirait des élaborations plus détaillées sur la voie à suivre dans une note conceptuelle. Dans l'ensemble, il a été largement admis qu'il fallait s'appuyer sur les plates-formes de partage des connaissances existantes, ce qui conforte la suggestion de lier différentes plates-formes nationales au site Web de partage des connaissances du Partenariat mondial (Corée, Banque mondiale). Le PNUD a attiré l'attention sur le fait qu'atteindre les parties prenantes et les réseaux et communiquer des connaissances consolidées sur la mise en œuvre de Busan nécessitera des ressources appropriées et un financement suffisant.

b) Mise à jour sur l'élaboration d'un cadre de suivi mondial

41. L'équipe de soutien du PNUD/OCDE (Brenda Killen) a exposé brièvement l'état d'avancement de la concrétisation des indicateurs et des objectifs-cibles mondiaux pour effectuer le suivi de la mise en œuvre des engagements de Busan. Elle a expliqué que les travaux se poursuivent pour développer et affiner les méthodologies de mesure en consultation avec les pays en développement, en particulier pour les nouveaux indicateurs qui ne se fondent pas sur des approches préexistantes pour mesurer les progrès accomplis. L'équipe de soutien élabore actuellement des directives opérationnelles destinées aux parties prenantes des pays en développement participant au processus mondial de suivi, qui seront débattues avec ces dernières dans le cadre du processus de consultation avant d'être finalisées au cours du premier trimestre 2013. Cela permettrait potentiellement de mettre à disposition et de compiler à temps certaines données - quoique partielles en couverture - en vue de guider la première réunion au niveau ministériel du Partenariat mondial.

42. Les participants ont accueilli favorablement la présentation faite par l'équipe de soutien conjointe, notant qu'elle a été distribuée en tant que modèle à utiliser par les membres du Comité de pilotage dans leurs efforts d'ouverture. Au cours de la discussion qui s'en est suivie, les membres ont noté la volonté des parties prenantes du secteur privé de contribuer à l'élaboration de l'indicateur sur le secteur privé (CIPE) ; la nécessité de nouvelles consultations entre les groupes de parties prenantes afin de fournir des éléments d'orientation sur les questions plus politiques et stratégiques relatives à l'indicateur sur la transparence (Royaume-Uni, UE) ; la nécessité d'une large consultation permanente sur la concrétisation des indicateurs (BetterAid), et l'importance particulière accordée par la communauté parlementaire à la nécessité pour l'indicateur n° 6 de mettre l'accent sur les ressources qui sont « soumises au contrôle parlementaire » (UIP). Les participants ont manifesté leur appui aux travaux prévus par l'équipe de soutien conjointe d'établir une structure légère de service (bureau) d'assistance pour aider les parties prenantes à participer au suivi des efforts déployés au niveau national.

4^e point de l'ordre du jour : Planification d'une réunion au niveau ministériel (séance présidée par Richard Calvert, Royaume-Uni)

43. Le Président (Royaume-Uni) a introduit la séance en récapitulant les nouveaux domaines de consensus des points 1 et 2 de l'ordre du jour (voir les résumés ci-dessus), en identifiant les axes prioritaires suivants de travaux du Partenariat mondial conduisant à la réunion au niveau ministériel, et en rappelant la nécessité de se concentrer sur les prestations à fournir :

- i. Qu'est-ce qui a changé sur le terrain depuis Busan, et que reste-t-il à faire ?
- ii. Mobilisation des ressources nationales
- iii. Tirer parti des ressources du secteur privé pour le développement et le renforcement de l'environnement réglementaire et de l'investissement
- iv. Partage des connaissances

44. En outre, le Président a noté le consensus d'établir des liens et des synergies avec d'autres forums et processus compétents internationaux de parties prenantes multiples.

45. *Ce qui a changé sur le terrain depuis Busan.* Cet axe de travail consisterait à identifier et à partager les initiatives couronnées de succès pour faire progresser la mise en œuvre des engagements de Busan, notamment en soutenant l'appropriation démocratique et la redevabilité.

Il comprendrait également la rétroaction du bas vers le haut sur les principaux défis et domaines nécessitant une attention politique et des efforts soutenus, notamment dans le cadre des Building Blocks de Busan.

46. Les membres suggèrent que ce domaine pourrait servir de domaine-cadre, en incluant tous les engagements de Busan et en tenant compte de préoccupations spécifiques découlant du suivi mondial, des Building Blocks et d'autres sources (UE, Banque mondiale). Certains membres ont indiqué, qu'en se référant aux discussions du 1^{er} jour, il devrait exister un axe de travail distinct s'appuyant sur le développement inclusif, y compris les questions de société civile, de genre, de redevabilité, du droit au développement, d'importance accordée aux résultats et de cohérence des politiques (BetterAid, PNUD, États-Unis). Le Président a noté que ces aspects pourraient s'inscrire dans l'axe de travail sur ce qui a changé sur le terrain depuis Busan.

47. *Mobilisation des ressources nationales.* Cet axe de travail consisterait à soutenir les pays dans la mobilisation des ressources nationales, y compris la lutte contre l'évasion fiscale et le recouvrement des avoirs illicites. Certains membres ont indiqué qu'il serait important de mieux préciser la façon dont le Partenariat mondial devrait contribuer à ce domaine, constatant que le seul partage des meilleures pratiques, n'est pas suffisant (Corée), et qu'il est nécessaire de se concentrer sur les aspects nécessitant un engagement politique au niveau mondial, comme par exemple, le lien avec les apports d'aide (Banque mondiale). D'autres membres ont suggéré que cet axe de travail devrait englober toutes les formes de financement du développement, et que cela pourrait contribuer au financement des discussions sur le développement dans le Programme du développement pour l'après-2015 (UE).

48. *Secteur privé.* Cet axe de travail mettrait l'accent sur la mobilisation des ressources du secteur privé en faveur du développement et du renforcement de l'environnement réglementaire et de l'investissement. Certains membres ont suggéré qu'il est nécessaire de se concentrer sur des domaines où le Partenariat mondial peut ajouter de la valeur, par exemple en trouvant des solutions novatrices afin de tirer parti de l'APD pour accroître les investissements en faveur du développement (Banque mondiale). D'autres membres ont souligné que l'un des principaux messages à Busan consistait en l'intérêt de soutenir un cadre institutionnel au niveau national, y compris pour résoudre les problèmes de caractère informel (CIPE) et que l'accent mis devrait transcender le rôle de l'APD (UE).

49. *Partage des connaissances.* Cet axe de travail consisterait à identifier les mécanismes de partage des connaissances comme un moyen d'impliquer de nouveaux partenaires, en s'appuyant sur les plates-formes et les partenariats existants, en encourageant la solidarité et en reconnaissant les rôles et les engagements différentiels des diverses parties prenantes. Certains membres ont évoqué la nécessité de coordonner ce travail avec celui du Groupe de travail du développement du G20 (Corée), et que le partage des connaissances pourrait plutôt servir d'outil pour d'autres domaines de travail (Banque mondiale). Le Président a noté que les coprésidentes avaient clairement indiqué que le partage des connaissances devrait être une priorité fondamentale à part entière.

50. Dans les commentaires généraux, les membres ont indiqué qu'il y a lieu de préciser quelle sera la valeur ajoutée apportée par le Partenariat mondial (PNUD) et de veiller à ce que les domaines sélectionnés sur lesquels seront mis l'accent nécessitent une action politique au niveau mondial (Banque mondiale). Il a également été suggéré que la « cohérence des politiques » – sur le plan de la coordination des politiques de tous les différents acteurs impliqués dans les discussions visant à rendre la coopération pour le développement efficace – pourrait être un thème permettant de regrouper les axes de travail (UE).

51. Certains membres ont également exprimé l'intérêt de fournir un plan concret pour savoir comment le Partenariat mondial peut s'associer à des discussions sur le Programme du développement pour l'après-2015 (BetterAid), et ont indiqué que le Partenariat mondial devrait être guidé par la vision de fond qui se dégage du processus de l'après-2015 (PNUD). Certains membres ont souligné la nécessité d'inclure les travaux des Building Blocks lors du débat au niveau ministériel, y compris des suggestions pour un plan d'action (BetterAid) et pour examiner les progrès réalisés sur les différents Building Blocks au cours des deux prochaines réunions du Comité de pilotage (Corée).

52. En ce qui concerne les extraits de la réunion au niveau ministériel, certains membres ont exprimé un intérêt pour la production d'un communiqué qui soit aussi léger que possible, afin d'éviter de passer trop de temps sur les détails d'un texte (UE). Des membres ont aussi demandé d'élaborer un projet d'ordre du jour structuré faisant état des points qui seront discutés lors de la réunion au niveau ministériel (PNUD).

53. En ce qui concerne les prochaines étapes, le Président a proposé que des projets de notes conceptuelles soient préparés d'ici la fin 2012 sur chacune des priorités fondamentales, avec un rédacteur principal pour chacune : le domaine-cadre sur les engagements de Busan (Équipe de soutien conjointe) ; la mobilisation des ressources nationales (Nigeria) ; le secteur privé (CIPE) ; le partage des connaissances (Indonésie) ; et le développement solidaire (BetterAid et États-Unis). L'équipe de soutien conjointe travaillera avec les rédacteurs principaux de chaque cas.

5^e point de l'ordre du jour **Dispositifs de travail et composition du Comité de pilotage** (séance présidée par Chii Akporji, Nigeria)

a) Stratégie du Partenariat mondiale en matière de communication et de coopération avec les parties prenantes

54. La Présidente a circonscrit le débat en invitant l'équipe de soutien conjointe à présenter le document d'information sur la stratégie en matière de communication et d'ouverture. L'équipe a mis en évidence les trois objectifs de la stratégie, à savoir i) communiquer au grand public ; ii) atteindre tous les membres du Partenariat mondial ; et, iii) s'adresser à de nouveaux partenaires. La Présidente a invité les membres à orienter les discussions en particulier sur l'élaboration d'une présence Web indépendante et d'une identité visuelle pour le Partenariat, pour se mettre d'accord sur la façon dont les travaux du Comité de pilotage devraient être communiqués et pour déterminer comment les membres du Comité de pilotage toucheront tous les membres du Partenariat mondial.

55. Les objectifs de la stratégie de communication a reçu un large soutien (États-Unis, UE, Bangladesh, PNUD, Corée, BM), tout comme l'idée de développer des sites Web internes et externes, s'appuyant sur des outils et des plates-formes existants, y compris l'outil « *Teamworks* » du PNUD. Certains membres ont évoqué l'importance de l'utilisation de plates-formes régionales (Bangladesh) et ont proposé d'ajouter des liens vers les Building Blocks (Banque mondiale). Quant à l'audience cible de la stratégie, la Corée a proposé d'ajouter le G20 à la liste et a fait part de sa propre expérience d'organisation d'événements d'ouverture en marge des réunions du groupe de travail de développement du G20, comme d'un exemple potentiellement utile sur lequel les coprésidentes peuvent s'appuyer pour planifier leurs efforts d'ouverture.

56. Concernant les dispositifs de travail du Comité de pilotage, l'ouverture à tous a été soulignée comme un élément clé du Partenariat mondial. Le Comité de Pilotage a déterminé

comme prioritaire ce qui suit : reconnaître le caractère multi-acteur d'une coopération efficace au service du développement tout en assurant des consultations inclusives et une communication efficace dans le travail du Partenariat mondial. Tous les membres ont convenu de la nécessité de processus transparents, accompagnés d'indications précises pour toutes les parties prenantes quant au calendrier et aux mécanismes de consultations, contributions, positions consolidées, décisions et rétroactions. Une absence de consensus a été notée en ce qui concerne la proposition de retransmission des réunions du Comité de pilotage sur Internet ou l'offre en ligne des enregistrements complets de ces réunions, malgré la pratique instaurée par le Groupe intérimaire pour l'après-Busan (GIAB). Il a également été souligné que l'engagement politique visant à s'adresser à de nouveaux partenaires, nécessitera des efforts distincts, y compris grâce à la diplomatie de haut niveau. Sur la question de la traduction des documents, il a été convenu qu'il fallait examiner attentivement les contraintes liées aux coûts, un appui des membres du Partenariat mondial étant le bienvenu à cet égard. Une approche pragmatique sera adoptée prévoyant une traduction en anglais, français et espagnol des documents détaillés et assurant une distribution des principaux documents ministériels dans un choix plus large de langues de manière à offrir un degré raisonnable d'accessibilité à toutes les audiences, conformément à la pratique post-Busan.

b) Participation et représentation au Comité de pilotage

57. La Présidente a attiré l'attention des membres sur les demandes reçues de candidature à des sièges du Comité de pilotage et a invité les membres à donner leur avis.

58. L'OCDE/CAD a rappelé aux participants que, outre une taille gérable du Comité, la représentativité avait également figuré comme un élément clé des délibérations du GIAB et que les coprésidentes du Partenariat mondial n'étaient pas censés représenter leurs seuls groupes de parties prenantes, mais la composition élargie du Partenariat. L'OCDE/CAD a appuyé la demande de l'Union africaine et des syndicats, ajoutant également que le statut d'observateur pourrait permettre de faire initialement participer les économies émergentes et les donateurs arabes aux travaux du Comité. L'OCDE/CAD a également insisté sur l'importance d'assurer la continuité des travaux du Comité et d'examiner des modalités durables de roulement à cet égard. Le Pérou a appuyé la demande d'adhésion de l'organisation des Cités et gouvernements locaux unies (CGLU) ainsi que l'idée de faire participer des économies émergentes à titre d'observateur.

59. L'UE a reconnu la légitimité de toutes les demandes et a été favorable à la participation des économies émergentes aux travaux du Comité, par exemple en envisageant la proposition de statut d'observateur. En outre, elle a encouragé le Comité à réfléchir à des moyens d'assurer des apports et contributions de tous les membres, y compris de ceux qui ne siègent pas au Comité.

60. Plusieurs membres ont souligné que compte tenu de l'urgence des préparatifs de la réunion au niveau ministériel, il pourrait être avantageux de se concentrer sur les travaux de fond en utilisant la composition actuelle du Comité (États-Unis, Corée, UIP, PNUD, UK, Guatemala). Des arguments supplémentaires en faveur du statu quo se référaient au fait que le GIAB avait déjà fait de son mieux pour trouver un équilibre entre l'efficacité et la représentativité (États-Unis), qu'il serait plus approprié d'aborder la composition du Comité lors de la réunion au niveau ministériel, notamment à propos des modalités de succession et de roulement (Corée, PNUD). Par ailleurs, seules deux réunions du Comité doivent siéger avant la réunion au niveau ministériel, et de ce fait, les contributions et participations pratiques des parties prenantes entre

les réunions du Comité de pilotage seront cruciales pour les travaux de fond, et ne nécessitent pas forcément la participation officielle aux réunions du Comité (UK).

61. La Commission de l'Union africaine (au nom du Tchad) a fourni des informations d'ordre général liées à la demande d'adhésion de l'UA, informant les participants que la demande de l'UA a été convenue lors du 19^e Sommet de l'UA et que la Commission de l'UA et le NEPAD travaillent conjointement pour soutenir la mise en œuvre de l'après-Busan et pour consolider et coordonner les points de vue africains.

62. Dans l'ensemble, les membres ont souligné que la solidarité (le caractère inclusif) ne concerne pas uniquement la composition du Comité. La Banque mondiale a invité tous les membres du Comité de pilotage à travailler d'une manière qui favorise des discussions franches, ouvertes et inclusives, une communication dans les deux sens avec les groupes de parties prenantes ainsi que des consultations et des communications efficaces du Comité dans son ensemble. Certains membres ont également proposé que les membres du Comité de pilotage envisagent de consacrer des efforts particuliers pour collaborer avec certains groupes de parties prenantes (PNUD, Guatemala). BetterAid a demandé la mise en place de mécanismes concrets permettant les apports et contributions aux travaux et aux décisions du Comité.

63. Pour conclure le 5^e point de l'ordre du jour, la Présidente a conclu que la stratégie de communication, y compris les trois objectifs - avait été approuvée et que l'équipe de soutien conjointe poursuivrait l'activité de valorisation de la marque visuelle, en tenant compte de la nécessité pour le site Web de refléter la nature solidaire et consultative du Partenariat mondial. Des renseignements seront donnés sur l'établissement des coûts des activités liées à la communication et l'intérêt manifesté par les États-Unis d'y participer financièrement a été favorablement accueilli. L'utilisation des outils existants, notamment les plates-formes régionales et *Teamworks* du PNUD, seront maximisés. Tous les membres du Comité de pilotage participent activement à l'exercice d'ouverture effectué auprès des principaux groupes de parties prenantes. À l'égard de la composition du Comité de pilotage, la Présidente a pris note des demandes reçues et a conclu qu'un processus inclusif sera un élément clé des travaux du Comité de pilotage. La question de la composition du Comité de pilotage pourrait être examinée au niveau ministériel, conjointement avec toutes les discussions sur les modalités de succession et de roulement et, également, dans le cadre de toute révision faite au mandat du Partenariat mondial à l'avenir.

Annexe A. liste des participants

Co-présidents

Armida Salsiah ALISJAHBANA
Minister of National Development Planning, Indonesia

Justine GREENING
Secretary of State for International Development, DFID, United Kingdom

Ngozi OKONJO-IWEALA
Minister of Finance, Federal Ministry of Finance, Nigeria

Représentants des co-présidents deuxième journée

Représentant de Mme Alisjahbana (Jour 2)	<p>Mr. Wismana Adi SURYABRATA Deputy Minister for Development Funding Affairs</p> <p>Ms. Teni WIDURIYANTI Deputy Director, National Development Planning Agency of the Republic of Indonesia</p> <p>Mr. Kurniawan (Iwan) ARIADI Deputy Director/Administrative Assistance to the Minister</p> <p>Ms. Masriati PRATAMA Minister Counsellor for Economic Affairs, Embassy of the Republic of Indonesia</p> <p>Mr. Teuku Mohammad Hamzah THAYEB Ambassador to UK, Indonesian Embassy</p> <p>Ms. Silvia MALAU Third Secretary for Economic Affairs, Embassy of the Republic of Indonesia</p>
Représentant de Mme Greening (Jour 2)	<p>Mr. Richard CALVERT Director General, Finance and Corporate Performance Division Department for International Development</p> <p>Mr. Roger HEATH Assistant Private Secretary to the Secretary of State of International Development Department for International Development</p> <p>Ms. Hannah RYDER Team Leader, Global Partnership for Effective Development Co-operation Department for International Development</p>
Représentant de Mme Okonjo-Iweala (Jour 2)	<p>Ms. Chii AKPORJI Special Adviser to the CME (Co-ordinating Minister for the Economy) and Hon Minister of Finance</p>

Participants

Bangladesh	<p>Mrs. Nurjahan BEGUM Joint Secretary, Coordination and Nordic Wing, Economic Relations Division Ministry of Finance</p> <p>Mohammed EQTIDAR ALAM Assistant Secretary, ERD, Ministry of Finance</p>
Tchad	<p>Mr. Amadou CISSÉ Senior Economist, Department of Economic Affairs, African Union Commission</p>

CSO Partnership for Development Effectiveness (CPDE)	<p>Ms. Mayra MORO-COCO Development Policy and Advocacy Manager, Policy and Advocacy Manager Association for Women's Rights in Development (AWID)</p> <p>Mr. Antonio TUJAN JR. International Director IBON</p>
UE	<p>Mr. Gustavo MARTIN PRADA Director, EU Development Policy Directorate-General for Development and Cooperation, European Commission</p> <p>Mr. Timo WILKKI Administrator, Aid and development effectiveness and financing Directorate-General for Development and Cooperation, European Commission</p>
Guatemala	<p>Ana MENDEZ CHICAS Under Secretary of International of Cooperation Guatemala</p> <p>Mr. Raul BOLAÑOS Executive Director, Subsecretaria de Cooperación Internacional Secretaria de Planificación y Programación de la Presidencia de Guatemala</p>
IPU	<p>Dr. Jeff BALCH Director, Association of European Parliamentarians with Africa (AWEPA) Amsterdam, Netherlands</p>
République de Corée	<p>Ms. Enna PARK Director-General, Development Cooperation Ministry of Foreign Affairs and Trade</p> <p>Ms. Soonhee CHOI First Secretary, Development Policy Division, Development Cooperation Bureau Ministry of Foreign Affairs and Trade, Korea</p>
OCDE/CAD	<p>Mr. Brian ATWOOD DAC Chair, DCD</p> <p>Mr. Erik SOLHEIM DAC Chair-elect</p>
Pérou	<p>Mr. Luis OLIVERA Executive Director, Peruvian International Cooperation Agency (APCI).</p> <p>Ms. Ana Marina ALVARADO DIAZ Advisor to the Executive Direction of the APCI, Peru</p>
Center for International Private Enterprise	<p>M. John SULLIVAN Executive Director, Center for International Private Enterprise</p> <p>Mr. Jonathan GREENHILL Policy Manager, BIAC</p>
Samoa	<p>Ms. Noumea SIMI Assistant CEO, Aid Coordination Unit, Ministry of Finance</p>
Timor Leste	<p>Mr. Helder DA COSTA National Co-ordinator, g7+ Secretariat Aid Effectiveness Directorate, Ministry of Finance</p> <p>Miss Claire LEIGH Overseas Development Institute (ODI)</p>

PNUD	Ms. Sigrid KAAG Assistant Secretary General and Assistant Administrator Bureau for External Relations and Advocacy
	Ms. Dasa SILOVIC Senior Policy Advisor, Bureau for External Relations and Advocacy
États-Unis	Mr. Donald STEINBERG Deputy Administrator, Office of The Administrator US Agency for International Development
	Dr. Steven PIERCE US Representative to the DAC
Banque mondiale	Ms. Sophie SIRTAINÉ Director, Corporate Reform and Strategy Operations Policy and Country Services
	Mr. Yoichiro ISHIHARA Senior Economist, Aid Effectiveness Unit

Secrétariat

OCDE	Mr. Jon Lomoy Director, Development Cooperation Directorate
	Ms. Brenda KILLEN Head of Division, Global Partnerships and Policies, Development Cooperation Directorate
	Mr. Robin OGILVY Policy Analyst, Global Partnerships and Policies, Development Cooperation Directorate
	Ms. Hanna-Mari KILPELAINEN Policy Analyst, Global Partnerships and Policies, Development Cooperation Directorate
	Miss Claire CONDON Assistant to the Division, Global Partnerships and Policies, Development Cooperation Directorate
PNUD	Ms. Bettina WOLL Aid Modalities Specialist - Capacity Development Group Bureau for Development Policy
	Mr. Derek KILNER Intergovernmental Affairs Officer, BERA Bureau of External Relations and Advocacy